

Le Canada et l'Europe

Une interview de M. Pierre Elliott Trudeau.

Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, a donné récemment au magazine Europe, publié à Bruxelles, une interview sur les relations extérieures du Canada. Avec l'autorisation de la délégation de la Communauté économique à Ottawa, nous en publions ici des extraits, ceux qui portent sur les relations entre le Canada et l'Europe.

• *L'accord-cadre entre le Canada et la Communauté européenne a été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme lors de sa signature, en 1976. Depuis, il a connu des hauts et des bas. Quelle est votre appréciation ?*

P. Trudeau. La signature de l'accord-cadre entre le Canada et la Communauté européenne reflétait la volonté du gouvernement canadien d'encourager le commerce et la coopération industrielle avec l'Europe. Bien que l'accord ait permis certaines réussites, je conviens que les résultats ont été jusqu'ici relativement limités. Une partie du problème a, bien sûr, été le climat économique défavorable qui règne depuis la signature de l'accord. Malgré tout, nos relations économiques avec l'Europe se sont développées dans la ligne que nous envisagions, quoique à un niveau moindre que celui que nous prévoyions. De nombreuses entreprises de coopération, allant, par exemple, de la recherche sur les plans de hauts fourneaux à des projets de vente de charbon entre le Canada et la Communauté, sont mises en œuvre en vertu de l'accord.

Nos échanges commerciaux avec la Communauté s'accroissent maintenant plus rapidement que nos échanges avec le monde dans son ensemble, et j'espère que nous réussirons aussi à intensifier notre coopération industrielle, sans doute par le biais d'entreprises conjointes. Vous savez que mon gouvernement n'a pas renoncé à son objectif et reste fermement résolu à

resserrer ses liens économiques avec l'Europe occidentale.

• *Comment voyez-vous le rôle du Canada dans le contexte des relations entre la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon ?*

P. Trudeau. Dans le domaine économique, il est évident que nous partageons une large part du commerce mondial avec la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon. Mais le fait que le Canada soit riche en ressources naturelles et doté d'un secteur agricole fort et orienté vers l'exportation influence inévitablement la structure de notre économie, nos rapports commerciaux et la nature de notre politique économique extérieure.

Nous avons des excédents commerciaux substantiels avec le Japon et avec la Communauté européenne et notre commerce extérieur est globalement excédentaire. C'est donc moins notre balance commerciale que la composition de nos échanges commerciaux qui nous préoccupe. Notre prospérité dépend du commerce de nos ressources naturelles, mais, pour en tirer un avantage maximum, nous devons trouver des moyens d'augmenter la quantité de produits transformés chez nous avant d'être exportés.

L'importance de nos exportations de ressources nous place dans une situation différente de celle que connaissent plusieurs de nos principaux partenaires industriels, de sorte qu'à mon avis nous pouvons mieux comprendre certains des arguments avancés par les pays en développement pour améliorer le fonctionnement du système économique international. Comme pays qui est à la fois dépendant et partisan d'un système ouvert de commerce et de paiements sur le plan international, nous sommes aussi pleinement conscients des dangers qui menacent ce système dans le contexte économique actuel.

Dans le domaine politique, nous partageons les préoccupations de nos

principaux partenaires sur la nécessité de mettre en place de meilleurs moyens de consultation. Étant le plus petit des deux pays industrialisés d'Amérique du Nord, nous sommes vivement conscients des problèmes qui peuvent se poser si des objectifs communs sont poursuivis sans consultation suffisante.

• *La Grèce vient de devenir le dixième membre de la Communauté européenne. On s'attend que le Portugal et l'Espagne s'y joignent dans quelques années. Que pensez-vous de l'expansion de la Communauté ?*

P. Trudeau. L'expansion de la Communauté, avec l'entrée au sein du Marché commun de la Grèce et éventuellement de l'Espagne et du Portugal, est dans l'intérêt politique le plus large du Canada et des autres pays non européens qui croient à l'importance d'une Europe forte et unie.

A mesure que croît la Communauté, la nature de ses relations avec les autres pays se modifie et, pour le Canada, l'effet direct de son expansion est un changement dans la structure de nos échanges commerciaux. Dans le cas du premier élargissement, avec l'entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark, en 1973, les répercussions commerciales sur le Canada ont été particulièrement graves. L'étendue du changement sur le commerce sera moindre dans le cas de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. Nous sommes, bien sûr, préoccupés par le recul potentiel des exportations canadiennes en Grèce et, un jour, en Espagne et au Portugal, à la suite de leur entrée dans la Communauté et de l'alignement de leur régime d'importation qui s'ensuivra. Mais, aux termes de l'accord général sur le commerce et les tarifs douaniers, (Gatt), la Communauté européenne a l'obligation de s'assurer que le Canada sera dédommagé pour toute hausse des tarifs pouvant résulter de l'entrée de ces pays dans le Marché commun. ■